

4° FORO REGIONAL DE

**DESARROLLO  
ECONÓMICO LOCAL  
PARA AMÉRICA LATINA  
Y EL CARIBE**

26-28 agosto 2024

## **Déclaration finale**

### **4ème Forum régional sur le développement économique local pour l'Amérique latine et les Caraïbes**

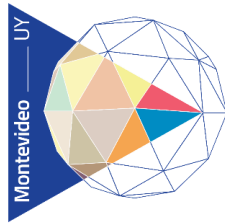
**Montevideo, Uruguay, 28 août 2024**

Dans la ville de Montevideo, en Uruguay, nous nous sommes réunis tous les acteurs impliqués dans les questions de développement économique local, des représentants des gouvernements locaux, des organisations de travailleurs et d'autres organisations de la société civile, des organisations intergouvernementales, du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), de l'Organisation internationale du travail (OIT) et d'autres agences et programmes du système, du secteur privé, du monde universitaire et d'autres acteurs intéressés et intéressés, afin de partager les défis et les opportunités auxquels nous sommes confrontés dans la promotion d'un développement économique inclusif, durable et sensible à la dimension de genre. Nous assumons cette responsabilité avec la conviction que ce n'est que par la réflexion commune, la collaboration et le partage des connaissances que nous pourrions relever efficacement les défis complexes et multiformes auxquels notre société est confrontée afin de promouvoir la justice sociale et la mise en œuvre des objectifs de développement durable.

L'Amérique latine et les Caraïbes ont une longue tradition de débats politiques et universitaires sur les questions de développement, qui remonte à plus de 70 ans. Récemment, l'adoption d'une perspective locale a fourni de nouveaux outils pour comprendre ce phénomène. Les thèmes récurrents de ces débats sont, entre autres, l'inégalité profonde, la pauvreté, l'informalité du travail, l'hétérogénéité de la production et la dépendance.

Nous apprécions particulièrement le rôle fondamental des gouvernements locaux dans le développement économique local. Leur proximité avec la communauté leur permet de mieux comprendre les besoins et le potentiel de leur environnement, et leur transformation en résultats pour un développement inclusif et équitable. Nous soulignons la nécessité d'un environnement de politique publique qui reconnaisse leurs compétences et leur fournisse les ressources nécessaires pour y parvenir.

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence la nécessité de repenser nos stratégies de développement économique local en donnant la priorité au bien-être des populations. Les gouvernements locaux ont été en première ligne de la réponse, démontrant leur capacité d'innovation et d'adaptation pour répondre aux besoins de la population. Cette situation a montré qu'il est essentiel de se préparer à diverses crises



4° FORO REGIONAL DE

**DESARROLLO  
ECONÓMICO LOCAL  
PARA AMÉRICA LATINA  
Y EL CARIBE**

26-28 agosto 2024

et de mettre en œuvre des politiques et des partenariats qui favorisent l'équité, la durabilité et la résilience globale de nos communautés face aux crises futures.

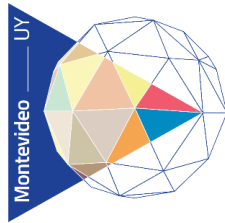
Nous considérons qu'il est nécessaire de mettre en œuvre des politiques publiques innovantes et équitables qui favorisent la croissance économique, réduisent les inégalités et protègent l'environnement, en dialogue avec d'autres acteurs aux niveaux international, national et local. Nous soulignons l'importance d'encourager la participation de toutes les parties prenantes, y compris les communautés locales, afin de garantir que nos initiatives soient inclusives et reflètent les besoins et les aspirations de tous.

Le Forum Mondial pour le Développement Économique Local qui se tiendra à Séville, en Espagne, du 1er au 4 avril 2025, se déroulera à un moment et dans un lieu clés pour l'avenir du développement. C'est le moment d'unir nos forces, de consolider nos alliances et de renouveler notre engagement à construire un monde plus juste et plus durable pour contribuer à un multilatéralisme renouvelé dans la perspective définie au Sommet du Futur, et en préparation du deuxième Sommet Mondial pour le Développement Social.

En 2025, toujours à Séville, se tiendra la quatrième Conférence Internationale sur le Financement du Développement, dix ans après le programme d'action d'Addis-Abeba, qui représente une occasion de définir et de renforcer les mécanismes financiers nécessaires pour soutenir la dimension locale du développement et les finances locales. Il est essentiel que les ressources soient distribuées équitablement et que les investissements soient orientés vers des projets qui favorisent le développement durable et l'inclusion sociale. À un peu plus de cinq ans de la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable et de ses 17 objectifs, nous devons profiter de cette occasion pour réfléchir à nos réalisations et à nos défis, et pour concevoir une voie à suivre, même au-delà de 2030, qui soit fondée sur la coopération et la solidarité. Ensemble, nous pouvons créer un impact positif durable qui profitera à toutes les générations présentes et futures.

L'Agenda 2030 et les Objectifs de Développement Durable (ODD) nous invitent à ne laisser personne ni aucun territoire de côté. Il est crucial de placer les personnes au centre du développement, en promouvant des politiques qui intègrent l'ensemble du gouvernement et de la société dans un système de gouvernance inclusif et participatif.

Le développement économique local est un pilier fondamental de la réalisation des objectifs de développement durable. En renforçant les économies locales, nous favorisons la création d'emplois décents, renforçons les communautés et améliorons la qualité de vie des populations. En outre, le développement économique local favorise



4° FORO REGIONAL DE

**DESARROLLO  
ECONÓMICO LOCAL  
PARA AMÉRICA LATINA  
Y EL CARIBE**

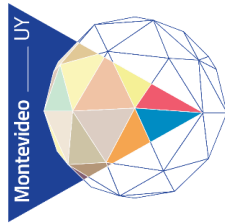
26-28 agosto 2024

l'innovation et la résilience, éléments essentiels pour faire face aux crises mondiales actuelles et futures.

Nous réaffirmons donc notre engagement à travailler ensemble pour promouvoir un développement économique local inclusif et durable en Amérique Latine et dans les Caraïbes, qui puisse contribuer au processus du Forum Mondial pour le Développement Économique Local, et nous appelons à la participation de tous pour le faire avancer.

C'est avec cette conviction que les participants au Forum Régional sur le Développement Économique Local pour l'Amérique latine et les Caraïbes:

1. Nous reconnaissons l'importance de promouvoir un développement économique local qui soit durable et qui intègre tous les secteurs de la société, en particulier les personnes les plus vulnérables, et nous nous engageons à intégrer dans toutes nos politiques et tous nos programmes des pratiques qui favorisent l'équité, la justice sociale et la protection de l'environnement.
2. Nous soulignons la nécessité d'améliorer les capacités des gouvernements locaux et régionaux à impliquer pleinement la population et à gérer efficacement le développement économique, en encourageant la décentralisation et une participation substantielle, en promouvant une gouvernance adaptative, plus proche et plus réactive aux besoins de nos communautés.
3. Nous reconnaissons que le changement climatique est l'un des défis majeurs de notre époque, avec des impacts profonds sur le développement économique et social. Il est urgent d'adopter des mesures qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre, favorisent des transitions justes vers une économie verte en incluant toutes les parties prenantes dans un processus de dialogue social et protègent les populations les plus vulnérables.
4. Nous soulignons l'importance d'une collaboration multi-niveaux et multi-acteurs comme élément essentiel pour relever les défis complexes du développement économique local, en encourageant l'échange de connaissances, d'expériences et de solutions, y compris à travers la coopération Sud-Sud, triangulaire et décentralisée. Ce n'est que par le travail conjoint des gouvernements, des universités, du secteur privé, des organisations sociales et de la population que nous pourrons générer des solutions durables et inclusives basées sur le principe de solidarité.
5. Nous affirmons notre engagement à construire des économies locales résilientes face aux catastrophes naturelles et aux effets multiples du changement climatique, en mettant en œuvre des stratégies d'adaptation et d'atténuation qui renforcent les



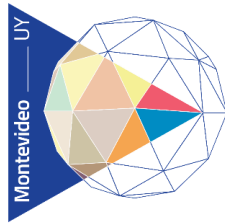
4° FORO REGIONAL DE

**DESARROLLO  
ECONÓMICO LOCAL  
PARA AMÉRICA LATINA  
Y EL CARIBE**

26-28 agosto 2024

capacités de nos communautés à faire face aux chocs et aux crises récurrents et à s'en remettre.

6. Nous nous engageons à promouvoir, en particulier, l'intégration des femmes et des jeunes et leur leadership dans toutes les initiatives de développement économique local, et reconnaissons leur rôle clé en tant que moteurs du changement sur la voie du développement durable.
7. Nous reconnaissons que les agences de développement local sont les catalyseurs d'une croissance durable et équitable, qu'elles facilitent la coordination entre les acteurs publics, privés et communautaires et qu'elles promeuvent des stratégies de développement adaptées aux besoins locaux. Nous appelons à un renforcement du soutien à ces agences, en valorisant leur rôle dans la mise en œuvre de politiques qui favorisent l'innovation, la création d'emplois et la résilience économique au sein des communautés.
8. Nous reconnaissons et valorisons l'économie des soins comme un pilier fondamental du développement durable et de la transformation des relations entre les hommes et les femmes. Sa visibilité, son positionnement dans l'agenda et sa redistribution entre les sphères sociales et entre les hommes et les femmes sont essentiels pour garantir le bien-être social. La réduction des écarts entre les sexes et la promotion d'un environnement inclusif dans lequel toutes les personnes, quel que soit leur sexe, peuvent participer de manière égale aux activités économiques et sociales est un objectif que le développement économique local embrasse. La promotion de politiques publiques qui soutiennent l'économie des soins et reconnaissent le travail non rémunéré comme faisant partie de la matrice de protection sociale est essentielle pour construire des sociétés plus justes et plus durables.
9. Nous attirons l'attention sur le rôle clé de l'Économie Sociale et Solidaire et des coopératives dans le développement économique local, ces entités étant des moteurs de l'innovation sociale et économique, capables de répondre aux besoins locaux d'une manière participative et inclusive. Nous exhortons les gouvernements et les acteurs internationaux à soutenir ces entités, en les considérant comme pertinentes pour construire des économies locales résilientes et équitables, en particulier dans le cadre de l'Année internationale des coopératives en 2025.
10. Nous soulignons la nécessité d'investir dans l'éducation et la formation professionnelle continue afin de développer les qualifications et les compétences nécessaires à la main-d'œuvre locale, notamment en encourageant la formation technique et professionnelle qui répond aux exigences du marché du travail actuel et futur.



4° FORO REGIONAL DE

**DESARROLLO  
ECONÓMICO LOCAL  
PARA AMÉRICA LATINA  
Y EL CARIBE**

26-28 agosto 2024

11. Nous reconnaissons l'importance de mesurer et d'évaluer l'impact de nos politiques et programmes de développement économique local, et nous nous engageons à mettre en œuvre des systèmes d'information et d'évaluation qui nous permettent d'ajuster et d'améliorer continuellement nos stratégies.
12. Nous sommes convaincus que la mobilité humaine doit être considérée comme une opportunité et un facteur de développement, ce qui nécessite des politiques intégrées et coordonnées qui promeuvent l'inclusion et la cohésion sociale, et reconnaissent les précieuses contributions des migrants à nos sociétés et à nos économies. Les gouvernements locaux doivent être dotés des ressources nécessaires pour relever les défis qui existent aujourd'hui en matière de migration. Travailler avec une perspective basée sur les droits pour l'inclusion et l'intégration de la population de référence dans les territoires d'accueil est fondamental pour créer une coexistence pacifique, intégrée et diversifiée.
13. Nous soulignons que la promotion de la justice sociale et du travail décent dans la gestion publique est un élément fondamental pour construire un réseau social basé sur la dignité, l'équité et le bien-être. La création d'emplois de qualité, la protection des droits du travail et l'égalité des chances sont des piliers essentiels d'une société prospère et cohésive.
14. Nous mettons l'accent sur l'intégration et la complémentarité économiques et productives, qui sont essentielles au développement durable de nos régions. La collaboration entre les acteurs locaux permet le transfert de connaissances, de technologies et de ressources, le renforcement des capacités et la création de synergies qui profitent à l'ensemble de la communauté.
15. Nous reconnaissons le rôle crucial de l'innovation stratégique et des nouvelles technologies dans le développement économique, et nous encourageons une gouvernance équitable et inclusive de la numérisation et de l'adoption des technologies émergentes afin d'améliorer la durabilité de nos économies locales dans toutes ses dimensions, tout en garantissant un accès équitable à ces technologies.

Au moment de conclure ce forum, nous réaffirmons notre engagement envers ces principes et ces actions, et nous nous engageons à travailler ensemble pour transformer nos réalités locales. Nous devons relever le défi de fermer ces "veines ouvertes" et de briser la dynamique dans laquelle le développement semble être une mer avec plus de naufragés que de navigateurs, et promouvoir un développement économique juste, équitable et résilient pour tous les habitants de l'Amérique Latine et des Caraïbes, en facilitant les voix du territoire dans les processus multilatéraux qui renforceront la dimension sociale, inclusive et durable du développement.